

question. Je voudrais aussi souligner que le gouvernement canadien avait déjà fait part aux États-Unis de son inquiétude à ce sujet le 23 mars, soit trois jours après que le cargo soviétique ait touché une mine en entrant dans un port nicaraguayen.

Comme le Nicaragua retient beaucoup d'attention au Canada, notre programme a été particulièrement rempli dans ce pays. Outre nos discussions avec le coordinateur de la Junte, M. Daniel Ortega, et avec M. Sergio Ramirez, membre de la Junte, des ministres et trois membres du gouvernement, notre délégation a rencontré l'archevêque de Managua, le rédacteur de La Prensa, principal journal d'opposition, des représentants d'organisations non gouvernementales du Canada, des chefs des syndicats et de l'opposition, des représentants du secteur privé et de la Commission des droits de l'homme. Ces entretiens m'ont fait comprendre que les points de vue de ceux qui, au Canada, soutiennent ardemment les Sandinistes ou s'y opposent vigoureusement, ne reflètent pas toute la complexité et les nuances de la situation.

La tenue d'une élection est bien entendu une question primordiale. J'ai écouté avec intérêt les explications détaillées que m'a données le commandant Carlos Nunez sur les modalités du scrutin qui doit avoir lieu prochainement, puisqu'une élection libre est un des objectifs de la révolution. Les fortes pressions militaires et économiques exercées par les Contras ne permettront peut-être pas de lever dans toutes les régions du pays l'état d'urgence qui limite la liberté d'expression et de réunion, mais j'ai fait remarquer qu'une élection sans une véritable et vigoureuse opposition est nulle et non avenue et qu'un gouvernement qui se prépare à une élection doit également être prêt à accepter la possibilité de la perdre. J'ai également souligné combien il importe que la machine électorale ait la confiance des électeurs.

Les Costariciens ont pris cette première visite d'un ministre des Affaires extérieures du Canada comme un symbole important de l'intérêt accru du Canada pour la région et comme une manifestation de soutien envers la démocratie costaricienne et sa politique de neutralité. Dans une région troublée, les institutions démocratiques du Costa Rica se détachent par leur vigueur et leur efficacité. J'ai dit clairement que le Canada augmenterait considérablement sa participation au développement du Costa Rica.

Notre visite à Bogota a été très utile pour nous aider à comprendre la région. Le gouvernement Bétancourt est vivement respecté, à la fois comme un gouvernement démocratique stable qui a récemment mené à bien des négociations importantes avec la plupart des factions de